



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

Restauration de l'église Saint Taurin et valorisation de sa Châsse













Date et heure limites de réception des offres :

Lundi 3 juin 2024 à 16:00

VILLE D'EVREUX

1 Place Du Général de Gaulle
27000 EVREUX
Tél : 02.32.31.92.91

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Restauration de l'église Saint Taurin et valorisation de sa Châsse
	Mode de passation	Appel d'offres ouvert
	Type de contrat	Marché public
	Nombre de lots	9
	Délai de validité des offres	6 mois
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Sans
	PSE	Lot n° 6
	Clause sociale	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	Défini par tranche
	Négociation	

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation.....	4
1.1 - Objet.....	4
1.2 - Mode de passation.....	4
1.3 - Type et forme de contrat	4
1.4 - Décomposition de la consultation.....	4
1.5 - Nomenclature	5
1.6 - Réalisation de prestations similaires	6
2 - Conditions de la consultation	6
2.1 - Délai de validité des offres	6
2.2 - Forme juridique du groupement	6
2.3 - Variantes	6
2.4 - Prestations supplémentaires éventuelles	6
3 - Les intervenants	6
3.1 - Conduite d'opération	6
3.2 - Maîtrise d'œuvre	7
3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier	7
3.4 - Coordination des systèmes de sécurité incendie.....	7
3.5 - Contrôle technique.....	7
3.6 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs	7
4 - Conditions relatives au contrat.....	7
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	7
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	7
4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité	7
5 - Contenu du dossier de consultation.....	8
6 - Présentation des candidatures et des offres	8
6.1 - Documents à produire.....	8
6.2 - Visites sur site.....	10
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	10
7.1 - Transmission électronique	10
7.2 - Transmission sous support papier	12
8 - Examen des candidatures et des offres	12
8.1 - Sélection des candidatures	12
8.2 - Attribution des marchés	12
8.3 - Suite à donner à la consultation	12
9 - Renseignements complémentaires.....	13
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	13
9.2 - Procédures de recours.....	13
10 - Clauses complémentaires.....	13

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne : la restauration de l'église Saint Taurin et valorisation de sa Châsse
Lieu(x) d'exécution : Eglise Saint Taurin - 2, place Saint Taurin - 27000 EVREUX

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Le marché à tranches sera conclu en application des articles R. 2113-4 à R. 2113-6 du Code de la commande publique

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 9 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Maçonnerie - Pierre de taille
02	Charpente - Menuiserie
03	Couverture
04	Décors sculptés
05	Vitraux
06	Mobilier vitrine
07	Système de Sécurité Incendie - SSI
08	Electricité (courants forts et faibles)
09	<i>Décors peints</i>

Conformément à l'article R. 2123-1, 2° (Lot de moindre importance dans le cadre d'un marché européen) du Code de la commande publique, le lot 9 sera passé ultérieurement en procédure adaptée.

La répartition par tranche pour chaque lot est la suivante :

Lot(s)	Tranche(s)	Désignation de la tranche
01	TF	Bras sud du Transept, chapelle absidiale sud et chapelles superposées du croisillon nord
	TO001	Bras nord du Transept, chapelle absidiale nord et tourelle
	TO002	Versant nord de la Nef et Bas-côté nord
	TO003	Versant sud de la Nef et Bas-côté sud
	TO004	Chœur
	TO005	Massif occidental et tour lanterne
	TO006	Les intérieurs
02	TF	Bras sud du Transept, chapelle absidiale sud
	TO001	Bras nord du Transept, chapelle absidiale nord et tourelle
	TO002	Versant nord de la Nef et Bas-côté nord
	TO003	Versant sud de la Nef et Bas-côté sud
	TO004	Chœur
	TO005	Massif occidental et tour lanterne

Lot(s)	Tranche(s)	Désignation de la tranche
03	TF	Bras sud du Transept, chapelle absidiale sud
	TO001	Bras nord du Transept, chapelle absidiale nord et tourelle
	TO002	Versant nord de la Nef et Bas-côté nord
	TO003	Versant sud de la Nef et Bas-côté sud
	TO004	Chœur
	TO005	Massif occidental et Tour lanterne
04	TF	Bras sud du Transept, chapelle absidiale sud
	TO001	Bras nord du Transept, chapelle absidiale nord et tourelle
	TO002	Versant nord de la Nef et Bas-côté nord
	TO003	Versant sud de la Nef et Bas-côté sud
	TO004	Chœur
	TO005	Massif occidental et Tour lanterne
	TO006	Les intérieurs
05	TF	Bras sud du Transept, chapelle absidiale sud, chapelles superposées du croisillon nord
	TO001	Bras nord du Transept, chapelle absidiale nord et tourelle
	TO002	Versant nord de la Nef et Bas-côté nord
	TO003	Versant sud de la Nef et Bas-côté sud
	TO004	Chœur
	TO005	Massif occidental et Tour lanterne
06	TF	Aménagement de la chapelle de la châsse
07	TF	Combles bras sud du Transept et intérieurs
	TO001	Combles bras nord du Transept
	TO002	Combles de la Nef
	TO003	Combles du chœur
	TO004	Combles de la Tour lanterne
08	TF	Eclairage chapelle de la châsse, électricité et sécurité dans l'église
	TO001	Eclairage église

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
45212350-4	Bâtiments présentant un intérêt historique ou architectural particulier

Lot(s)	Code principal	Description
01	45262512-3	Maçonnerie de pierres de taille
02	45420000-7	Travaux de menuiserie et de charpenterie
03	45261210-9	Travaux de couverture
04	45451000-3	Travaux de décoration
05	45441000-0	Travaux de vitrerie
06	39171000-1	Vitrines
07	45312100-8	Travaux d'installation de systèmes avertisseurs d'incendie
08	45311200-2	Travaux d'installations électriques

1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 6 mois à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 - Prestations supplémentaires éventuelles

Les candidats ont l'obligation de faire une proposition pour chacune des prestations supplémentaires éventuelles suivantes :

Lot(s)	Code	Libelle	Description
06	PSE	MOBILIER VITRINE maintenance	MOBILIER VITRINE : Maintenance de la vitrine pour une durée de 24 mois

L'absence de ces prestations dans l'offre du candidat rendra cette dernière irrégulière et imposera son rejet.

3 - Les intervenants

3.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

3.2 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

LYMPIA Architecture
11, avenue Franco Russe
75007 PARIS
Tél. : 0140626890
Courriel : lympia@lympia.fr

3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre.

3.4 - Coordination des systèmes de sécurité incendie

La coordination des systèmes de sécurité incendie est assurée par :

ESIO INGENIERIE
57 rue des Canadiens
61100 SAINT-GEORGES-DES-GROSEILLERS
Tél. : 02.33.14.90.60
Courriel : accueil@esio-ing.com

3.5 - Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par :

SOCOTEC CONSTRUCTION
ZAC du Long Buisson
495 rue Concorde
27930 GUICHAINVILLE
Tél. : 02 32 28 19 29
Courriel : construction.evreux@socotec.com

3.6 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau I sera assurée par :

APAVE NORD OUEST
655 RUE NUNGESSER ET COLI
27930 GUICHAINVILLE
Tél. : 02.35.52.60.10
Courriel : batiment.haute-normandie@apave.com

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est fixé au CCAP et ne peut en aucun cas être modifié.

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes, propre à chaque lot
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le calendrier prévisionnel d'exécution
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP0) commun
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes, propre à chaque lot
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) propre à chaque lot
- Les plans
- L'attestation de visite
- Diagnostic amiante avant travaux
- Diagnostic plomb avant travaux
- Le planning prévisionnel par phases
- Le planning prévisionnel par tranches
- Concept de mise en sécurité SSI
- Cahier des charges fonctionnel du SSI
- Le Plan Général de Coordination et de Protection de la Santé (PGCPS)
- Rapport Initial de Contrôle Technique (RICT)
- Rapport Ainu - Projet de valorisation de la châsse
- Rapport de présentation Eglise St Taurin – Lympia
- Lettre de candidature (DC1)
- La déclaration du candidat (DC2)
- La déclaration de sous-traitance (DC4)
- une Fiche de renseignement du candidat
- le Guide de l'offre dématérialisée

A noter que cette consultation pourra faire l'objet de rectificatif ; à ce titre, toute entreprise non identifiée pour le retrait du cahier des charges, ne pouvant être destinataire des correctifs, ne pourra élever aucune réclamation à l'encontre de l'acheteur.

Le DCE est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner (imprimé DC1 version code de la commande publique)	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles (imprimé DC2 version code de la commande publique) Lot 1 : Un minimum de 1 000 000 € HT de chiffre d'affaire par an est exigé Lot 2 : Un minimum de 400 000 € HT de chiffre d'affaire par an est exigé Lot 3 : Un minimum de 700 000 € HT de chiffre d'affaire par an est exigé	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)	Non
Présentation de 5 références équivalentes de moins de 10 ans accompagnées d'attestations de bonne exécution, à raison de 1 référence sur un format A3 avec : - des éléments graphiques, - un descriptif sommaire des travaux, - les noms et numéros de téléphone du MOA et du MOE, - le montant des travaux, - les dates de réalisation, etc	Non

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés	Signature
Lot 1 QUALIBAT 2194 : Restauration pierre de taille et maçonnerie des monuments historiques	Non
Lot 2 QUALIBAT 2393 et 4393 : Restauration de charpente de monuments historiques	Non
Lot 3 QUALIBAT 3194 : Couverture des monuments historiques	Non
Lot 4 INP : Restaurateur-conservateur titulaire d'un MASTER II conservation du patrimoine INP	Non
Lot 5 QUALIBAT 4693 : Conservation et restauration de vitraux à caractère patrimonial	Non
Lot 7 qualification APSAD I7/F7 : Certification d'installation des systèmes de Détection d'Incendie et de Centralisateurs de Mise en Sécurité Incendie	Non
Lot 8 qualification QUALIFELEC MGTI : Installations Électriques Moyen Gros Tertiaire Industrie	Non
Lots 1-2-3 : Habilitations « montage / démontage des échafaudages »	Non
Lots 1-2-3-4-5-7-8 : Habilitations « travail en hauteur »	Non

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Oui
La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)	Oui
Le mémoire technique des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat devant détailler à minima les chapitres suivants : <ul style="list-style-type: none">- méthodologies des modes opératoires- l'organisation générale du chantier- gestion des contraintes du site- gestion des nuisances, déchets et de la sécurité	Non
Les fiches techniques correspondant aux produits et prestations proposés par le candidat	Non
Le planning détaillé par phase avec les moyens affectés	Non
L'attestation de visite	Oui

/!\ une pièce = un document dématérialisé (signé le cas échéant).
Toute présentation différente pourra faire l'objet d'une demande de régularisation.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6.2 - Visites sur site

Une visite sur site est obligatoire. L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière.

Les conditions de visites sont les suivantes :

Les candidats devront impérativement se rendre sur place, afin de pouvoir juger de l'étendue des travaux qui leur sont demandés et des contraintes des sites.

Les visites s'effectueront les 9, 23 et 30 avril 2024 à 10h00

Nouvelle date de visite de site le mardi 21 mai 2024 à 10h00

En raison de la configuration de l'édifice, les visites ne seront plus accessibles à partir de 10h10.

Afin d'organiser les visites du site, je vous remercie de prendre contact auprès du secrétariat de la Direction de l'Architecture et des Bâtiments pour enregistrer votre présence.

- Secrétariat– 02.32.31.73.43 / dab@epn-agglo.fr

ATTENTION : les visites ne seront possibles que jusqu'à 10 jours calendaires avant la date limite de remise des offres. Une offre ne comportant pas l'attestation de visite signée pour chacun des lots sera déclarée irrégulière.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marchespublics.eure.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

A cet effet, si un candidat souhaite déposer **une offre pour plusieurs lots, il doit effectuer un seul dépôt électronique avec ses documents pour tous les lots**. Cet unique dépôt sera composé : d'un dossier avec les éléments de candidature et d'un dossier par lot avec les documents de l'offre. **Le candidat ne doit pas effectuer un dépôt électronique par lot car seul le dernier dépôt sera pris en compte pour l'analyse des offres.**

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

9 rue Voltaire
CS 40423
27004 EVREUX CEDEX

sous pli cacheté portant les mentions suivantes :

Offre pour :

*Restauration de l'église Saint Taurin et valorisation de sa Châsse
pour le(s) lot(s) n°.....*

COPIE DE SAUVEGARDE - NE PAS OUVRIR

Les horaires d'ouverture pour le dépôt physique sont **9h00 à 11h45 puis 13h45 à 16h30 du lundi au jeudi**

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : .doc / .xls / .pdf / .dwg

Chaque document pour lequel une signature est requise doit faire l'objet d'une signature électronique au format XAdES, CAdES ou PAdES. La signature électronique du pli ne vaut pas signature des documents qu'il contient.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, la signature doit être une signature avancée reposant sur un certificat qualifié, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS. Une liste de prestataires est disponible sur le site de l'ANSSI (<https://www.ssi.gouv.fr/>). Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.

Le candidat qui utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, ou un certificat délivré par une autre autorité de certification, doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature.

La signature électronique du contrat par l'attributaire est exigée dans le cadre de cette consultation.

Chaque document contractuel doit faire l'objet d'une signature électronique (pas de dossier zippé, ni de numérisation de plusieurs documents avec une seule signature électronique).

Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES). Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format pAdES.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 6 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour tous les lots

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	40.0
2-Valeur technique	60.0
2.1-Méthodologie, qualité des modes opératoires et qualité des matériaux : - Description des méthodologies et techniques employées - Qualité des matériaux utilisés, évaluée sur la base des fiches techniques fournies et réponses apportées aux différents délais d'approvisionnement.	20.0
2.2-Qualité de l'organisation générale du chantier - Qualité des moyens humains et matériels mis à disposition - Fournir un planning de type GANTT avec affectation des moyens (humains et matériels) par tâche et sous-tâche	15.0
2.3-Gestion des contraintes du site - Bonne compréhension des différentes problématiques inhérent et entourant la zone de chantier - Solutions proposées	15.0
2.4-Gestion des nuisances, déchets et de la sécurité	10.0

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

8.3 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 6 jours.

Le certificat qualifié de signature électronique utilisé au dépôt de l'offre, devra être valide à la date de conclusion du marché. Si la date d'expiration du certificat qualifié de signature électronique arrive à échéance avant la date de conclusion du marché, l'acheteur exigera de l'attributaire pressenti la signature de son offre par un nouveau certificat qualifié de signature électronique en cours de validité pour permettre la conclusion du contrat. A défaut de signature valide dans le délai imparti qui ne pourra excéder 15 jours à compter de la date d'envoi du courrier, l'offre pourra être écartée et l'acheteur se réserve la possibilité de solliciter le soumissionnaire dont l'offre est classée immédiatement après. Si nécessaire, cette procédure sera reproduite tant que l'offre pressentie ne pourra être signée par un certificat qualifié de signature électronique.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marchespublics.eure.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Rouen

53 Avenue Gustave Flaubert

76000 ROUEN

Tél : 02.35.58.35.00

Télécopie : 02.35.58.35.03

Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Rouen

53 Avenue Gustave Flaubert

76000 ROUEN

Tél : 02.35.58.35.00

Télécopie : 02.35.58.35.03

Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr

10 - Clauses complémentaires

La présente consultation pourra faire l'objet de rectificatifs ; à ce titre, toute entreprise non identifiée pour le retrait du cahier des charges, ne pouvant être destinataire des correctifs, ne pourra élever aucune réclamation à l'encontre de la Ville d'Evreux.